

In partnership with



A Scale measurement on the implementation status of youth employment policies in Burkina Faso.



Scale Measurement

Date May 2025

SUMMARY ON THE SCALE MEASUREMENT TOOL

The scale measurement tool was designed by the Partnership for Economic Policy (PEP) in partnership with the Mastercard Foundation. It aims to assess the level of implementation of specific youth employment policies and programs (YEPs) while allowing comparability across countries. Focusing on transitional progress, the tool addresses three key questions: what the policy aims to achieve, what gaps exist from the design of the policies, and how constituents perceive the policy's implementation.

The tool categorizes the YEPs into six clusters: YEPs to enhance youth employability, YEPs to promote youth entrepreneurship, Policies to protect youth rights at work, Economy-wide enablement policies, other employment/ labor market policies targeting youth, and Policies targeting vulnerable groups.

To attribute a score to the implementation level of each YEP within a cluster, this measurement scale tool uses a qualitative assessment method, employing a combination of banding categories and a color-coded system. Therefore, each YEP can be assigned one of the following four scores:

- **A- Orange:** Policy in place and operational,
- **B- Dark grey:** Policy in place, but weakly operational,
- **C- Blue:** Policy in place but not operational,
- **D- Light Blue:** Policy does not exist (given that each research team may also point out some key policies that it believes are missing from the YEPs package implemented in a specific country).

A column that includes comments is appended to each score to provide supporting evidence for the rating, with regard to the level of YEP implementation compared to what would have been expected.

For the country teams that conducted the review in both Year 1 and Year 3 of this Initiative, the tool provides two scores for each YEP: one informing about the level of implementation in the first review (Year 1), and the other concerning the second review (Year 3). Each of these scores is supported by an explanatory comment.

So, having both the score in the first review and the second review, the scale measurement tool provides a dynamic assessment between Year 1 and Year 3 of the initiative. In the event there is a YEP that did not exist in the Year 1 review, a new row is inserted in the corresponding YEPs category to represent it.

In this regard, the tool also features qualitative reviews to showcase achievements and gaps and provide insights for recommendations, in order to improve the YEPs design and implementation.

For a comprehensive explanation of the methodological approach, refer to the annex section for additional details.

Disclaimer:

This Scale measurement was produced in the context of the *What Works for Youth Employment in Africa: A review of existing policies and empirical analysis* in partnership with the Mastercard Foundation. It was a three-year initiative that ran between 2021 and 2024 to create a knowledge base of youth employment and related social development policies to inform policy and practices. The views expressed do not necessarily represent those of the Foundation, its staff, or its Board of Directors."

Table 1: Summary Scale of the implementation of YEPs within a single Country

Politique	Programme	Score	Commentaires
Les PEJ pour améliorer l'employabilité des jeunes	Programme National de Volontariat	A	Le programme national de volontariat, qui est toujours en cours, est mis en œuvre conformément à la conception du programme d'après les personnes interviewées.
	L'objectif général du PNVB est de développer et promouvoir l'engagement volontaire en mobilisant les populations burkinabè, en particulier les jeunes, pour atteindre les Objectifs de Développement Durables (ODD)		
	Le Programme Spécial de Création d'Emplois en faveur des Jeunes et des Femmes (PSCE/JF)	B	Seulement 37 % du budget de 33 179 120 041 FCFA (50,5 millions d'euros) ont été alloués, entraînant la réalisation de seulement 47,42 % des activités prévues.
	L'objectif du programme était d'accélérer la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes, tant en zone urbaine que rurale.		
	Projet Emplois des Jeunes et Développement des Compétences (PEJDC)	B	Les bénéficiaires, ainsi que l'évaluation du Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi (MJE) de 2020, estiment que la sélection des bénéficiaires n'a pas été transparente. D'après les groupes de discussion avec les bénéficiaires, le mode de sélection n'offre pas les mêmes chances à tous les candidats.
	L'objectif général était de favoriser l'accès à l'emploi et l'acquisition de compétences professionnelles pour 34 200 jeunes hommes et femmes âgés de 16 à 35 ans		
Appui à l'entrepreneuriat des jeunes	A	Le projet d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes a été mis en œuvre conformément au document de projet, et son taux d'exécution est d'environ 99%.	
L'objectif visé par le projet est de contribuer au renforcement des capacités économiques et techniques des jeunes défavorisés en vue de leur autonomisation.			

Programme de Formation de 5 000 jeunes par an en Entrepreneuriat (PFE)	B	La baisse des ressources allouées à ce programme a conduit à la révision des objectifs du programme.
L'objectif de ce programme est de permettre aux jeunes d'acquérir des connaissances de base en vue de la création de leur entreprise.		
L'opération permis de conduire (OPC)	A	La mise en œuvre du programme est conforme à sa conception, notamment le mode de sélection des bénéficiaires et la prise en compte des personnes vulnérables
L'objectif général de l'opération consiste à créer de l'emploi au profit des jeunes désœuvrés et à contribuer à la sensibilisation de la jeunesse sur la sécurité routière.		
Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE)	B	Les bénéficiaires de ce fonds regrettent qu'il exige que les plans d'affaires soient élaborés par leurs promoteurs pour pouvoir être sélectionnés.
Il a pour objectif de promouvoir la création d'emplois et de consolider les emplois existants par le financement de projets, ainsi que le suivi et l'encadrement des promoteurs bénéficiaires de ses financements.		
Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA)	B	Les bénéficiaires de ce fonds ont cependant insisté sur la lenteur des décaissements pendant les phases critiques du projet, ce qui affecte négativement la réussite de celui-ci
L'objectif du fonds est de contribuer à appuyer l'exécution des programmes et projets du Gouvernement dans le domaine de la formation professionnelle initiale, continue et par l'apprentissage.		
Centres de formation professionnelle	C	La mise en œuvre de cette politique est affectée par l'insuffisance des infrastructures, la faible coordination avec les entreprises et l'absence de suivi post-formation
Ces centres ont pour mission d'assurer la mise en place des dispositifs visant à faciliter la formation et le perfectionnement professionnel, l'apprentissage en entreprise, la formation continue et le recyclage des travailleurs		

Le Programme de formation aux métiers de 10 000 jeunes par an (PFM)	B	Bien que période 2008-2010, le programme a formé 30 355 jeunes, le programme manque d'un document de programme rendant difficile sa mise en œuvre, notamment l'absence de convergence dans l'approche pédagogique entre les formateurs.
L'objectif du programme est d'élargir et de renforcer l'offre de formation professionnelle pour 10 000 jeunes et femmes, à l'échelle nationale		
Le Programme de renforcement de la formation professionnelle (PRFP)	B	Des activités se sont poursuivies jusqu'en 2018 hors période de mise œuvre et deux (2) des vingt structures de formation construites ne sont pas opérationnelles.
Le Programme de Renforcement de la Formation Professionnelle (PRFP) renforce le secteur de l'Enseignement et la Formation Technique et Professionnelle (EFTP) en consolidant les capacités humaines du pays.		
Le Programme de Renforcement de la Formation et de l'insertion Professionnelle (PRFIP)	B	L'insuffisance des d'experts chinois dans certaines filières, les difficultés de traduction de certains enseignements du mandarin en français, non-respect des engagements financiers a entraîné l'abandon de certaines activités du programme.
Objectif d'améliorer l'efficience de la formation professionnelle qualifiante, de consolider le dispositif de la formation professionnelle et de faciliter l'insertion des jeunes formés et consolider les acquis du Programme de Renforcement de la Formation Professionnelle (PRFP).		
Programme d'Appui à la Politique Sectorielle d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnelles (PAPS/EFTP)	A	Le programme a été effectivement exécuté sur la période 2012-2019 pour un coût total de 12,8 milliards FCFA (19,5 millions euros). Il a formé 35 867 bénéficiaires et renforcé les capacités pédagogiques et en ingénierie des acteurs de la formation professionnelle.
L'objectif global du programme est d'élever le niveau de connaissance et de compétence de la population active, en particulier des jeunes, afin de favoriser leur insertion dans les emplois actuels et les métiers porteurs de demain, stimulant ainsi la croissance économique et réduisant la pauvreté.		

	Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF)	B	Certains bénéficiaires déplorent que le fonds finance difficilement les projets portés par des individus. Il favorise davantage les projets présentés par des groupes solidaires ou des groupements, qui constituent ainsi une caution solidaire.
	Il vise à promouvoir l'autonomisation des femmes en facilitant leur accès aux services financiers afin de lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion financière		
	Fonds d'Appui au Secteur Informel (FASI)	B	Les bénéficiaires dans les groupes de discussions que les garanties exigées par le fonds (cartes grises de moto, de véhicules, des Permis Urbains d'Habité (PUH) sont hors de portée pour les jeunes.
	Il vise à financer des projets artisanaux par des prêts remboursables de faible montant dans les secteurs agro-pastoral, artisanal, du commerce et des services. Il encourage l'esprit d'entreprise chez tous les acteurs, y compris les jeunes.		
	Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes (FAIJ)	B	Les bénéficiaires des projets financés par ce fonds ont souligné les lenteurs de décaissement qui affectent la réussite de leurs activités et l'insuffisance des fonds, souvent inférieurs aux montants dont ils ont besoin.
	Il vise à réduire la pauvreté, le chômage et le sous-emploi des jeunes bénéficiaires à travers le financement des prêts individuels et communautaires, à suivre et encadrer les promoteurs, et à former la jeunesse.		
	Stratégies pour résoudre le problème de l'inadéquation entre l'éducation et l'emploi	D	
Politiques visant à protéger les droits des jeunes au travail	Loi n°028-2008/AN du 13 mai 2008 portant code du travail	A	La loi est appliquée et dispose de décrets d'application notamment le décret n°2016-504/PRES/PM/MFPTPS/MS/MFSNF du 9 juin 2016 qui liste des travaux dangereux interdits aux enfants au Burkina Faso et le décret n°2010-809/PRES/PM/MTSS/MEF/MFPRE du 31 décembre 2010 qui crée, compose et définit les attributions et le fonctionnement de la Commission
	Elle définit le cadre réglementaire du droit du travail, notamment les relations professionnelles entre employeurs et travailleurs, les conditions générales de travail, la sécurité et la santé au travail.		

			Nationale du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG).
Politiques d'habilitation à l'échelle de l'économie	La Politique nationale du travail	B	La mise en œuvre de cette politique au Burkina Faso a permis d'importantes avancées, telles que l'élaboration et l'adoption d'une méthodologie consensuelle pour cibler les personnes vulnérables et d'un outil harmonisé pour la collecte de données. Cependant, plusieurs insuffisances persistent, notamment un financement insuffisant du plan d'actions opérationnel de la PNT.
	Elle a pour objectif de contribuer au changement qualitatif des conditions de vie de toutes les couches sociales en garantissant l'accès universel aux services sociaux de base.		
	Politique Nationale de Jeunesse (PNJ)	C	Environ 46% des activités prévues n'ont pas été mises en œuvre, et environ 6% ont eu un niveau de réalisation faible. Cette faiblesse résulte des insuffisances dans son processus de conception.
	Elle édicte les grandes lignes et orientations stratégiques pour une approche intégrée et cohérente dans la résolution des problèmes des jeunes.		
Politique Nationale de Protection Sociale (2013-2022)	B	La mise en œuvre de cette politique au Burkina Faso a permis d'importantes avancées, telles que l'élaboration et l'adoption d'une méthodologie consensuelle pour cibler les personnes vulnérables et d'un outil harmonisé pour la collecte de données. Cependant, plusieurs insuffisances persistent, notamment un financement insuffisant du plan d'actions de la politique.	
La politique nationale de protection sociale tient compte des besoins des différents bénéficiaires (hommes, femmes, enfants et autres couches vulnérables telles que les personnes âgées et personnes en situation de handicap).			
Plan national de Développement Économique et Social (2016-2020)	B	Le système présente des fragilités qui nécessitent des ajustements et des réformes. Des défis demeurent en matière de gouvernance politique et sociale. Des mesures sont nécessaires pour stimuler la croissance économique et encourager l'investissement. Malgré les efforts déployés, le développement humain reste insuffisant. Des	
L'objectif global est d'assurer l'accès universel des travailleurs du Burkina Faso à des services de santé et de sécurité au travail de qualité.			

			actions ciblées sont requises pour améliorer l'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi.
	Politique Nationale d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels (PN/EFTP)	A	La stratégie a conduit à la création de structures et d'institutions spécialisées telles que les Centres de Formation Professionnelle (CFP) de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) dans les treize (13) régions.
	Elle vise une orientation stratégique de la formation technique et professionnelle pour faire du Burkina Faso un pays émergent possédant une expertise qualifiée dans tous les corps de métiers.		
	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (2011-2015)	B	L'efficacité de la SCADD a été partiellement entravée par des périodes d'instabilité politique. Si des progrès ont été réalisés, le développement humain nécessite une attention accrue.
	Elle vise à allier croissance économique et développement durable		
Autres politiques de l'emploi/du marché du travail ciblant les jeunes	Service National de Développement (SND)	B	le taux d'exécution des activités a atteint 96,66 %, tandis que le taux d'exécution financière s'est élevé à 85,10 %.
	Le programme vise à inculquer aux jeunes un esprit d'initiative, ainsi qu'une conscience civique et patriotique, tout en leur offrant une formation professionnelle de base, particulièrement destinée aux jeunes issus des milieux ruraux ou ayant quitté l'école précocement.		
	Création d'emplois directs (ex. : recrutement de jeunes dans la fonction publique ou les travaux publics, etc.)	D	
	Services de placement et d'aide à la recherche d'emploi	D	
	Emplois subventionnés	D	
	Indemnisation du chômage	D	

Politiques en faveur des groupes vulnérables	Le Programme d'Autonomisation Socio-Economique des Jeunes et les Femmes (PAE/JF).	C	le programme a été exécuté à 64,69 % en raison d'un démarrage tardif et d'une réduction du budget, passé de 7,6 millions d'euros à 1,6 million d'euros.
	Le programme a pour objectif de contribuer à réduire le chômage et le sous-emploi des jeunes et des femmes au Burkina Faso.		
	Projet Femmes Jeunes Entreprenants et Citoyenneté (ProFeJeC)	B	Le projet Femmes-Jeunes Entreprenants et Citoyenneté (ProFeJeC) a été mis en œuvre conformément à sa conception. Cependant, en termes de réalisation physique en 2019, un total de 47 incubateurs a été mis en place au lieu de 90.
	L'objectif général du projet est de renforcer la viabilité des entreprises créées par les jeunes et les femmes grâce à l'appui des incubateurs.		
	Programme Augmentation de Revenus et Promotion de l'Emploi Décent en faveur des femmes et des jeunes (PARPED)	B	Malgré les nombreuses contraintes financières rencontrées, certaines interventions ont produit des effets positifs sur les bénéficiaires ciblés. Dans les régions d'intervention, il ressort qu'au total 114 emplois ont été consolidés, 383 emplois créés, et 343 activités génératrices de revenus promues.
	Augmentation de Revenus et Promotion de l'Emploi Décent en faveur des femmes et des jeunes		
	Travailleurs migrants, réfugiés, personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)	D	
NEET, jeunes handicapés, travailleurs ruraux et autres groupes marginalisés...	D		

Note: NA = data/scoring not available. **A** represents that the Policy is in place and operational; **B** represents that the Policy is in place but weakly operational; **C** represents that the Policy is in place but not operational; and **D** represents that the Policy does not exist.